

Table des matières

<i>Avant-propos de Christophe Soulard.</i>	
<i>Les juges doivent connaître leur histoire</i>	11
<i>Avant-propos de Julian Jackson.</i>	
<i>La justice française sous l'Occupation, objet d'histoire</i>	13
<i>Introduction. Le cas de conscience du magistrat</i>	15

Première partie

LA JUSTICE DÉFAITE (1940-1944)

Chapitre I

La soumission de la justice	21
Le palais de l'île de la Cité	21
L'exode	21
Ce qui reste de la justice à Paris	24
<i>Les pleins pouvoirs au maréchal Pétain</i>	24
Écarter les « indésirables »	25
L'exclusion de la magistrature des républicains, des Juifs et francs-maçons	26
La justice militaire condamne de Gaulle et Mendès-France	27
La persécution antisémite s'aggrave	29
<i>L'occupant allemand et la justice française</i>	30
Été 1941, l'engrenage répressif de la justice d'exception	31
<i>Les sections spéciales face aux « terroristes communistes »</i>	31
<i>Rafles et otages</i>	31
1942-1944 : résistants et collaborateurs	32
<i>Juger les responsables de la défaite</i>	32
<i>La résistance judiciaire</i>	33
<i>La justice qui tue</i>	34

Chapitre II

L'exclusion des magistrats, fonctionnaires et avocats juifs 35

Statut des Juifs : la Cour de cassation de Belgique s'oppose aux Allemands 36

Adrien Sée et Édouard Laemlé 39

Robert Falco, victime des lois racistes 42

Un juriste issu de la haute bourgeoisie parisienne 42

L'exclusion d'un magistrat juif 45

Léon Lyon-Caen, le combat pour la dignité 47

Une famille de juristes républicains 47

Un destin familial tragique 48

La Libération 49

Le bâtonnier Charpentier et les avocats juifs 50

Chapitre III

La justice de Vichy appliquée aux Juifs et aux francs-maçons 57

La preuve de « l'appartenance à la race juive » 57

Les jurisprudences pénales 58

Les jurisprudences civiles 60

Des membres du Conseil d'État au cœur de la politique antisémite 62

Raphaël Alibert, un maurassien ministre de la Justice 63

Jean-Marie Roussel, président de la Commission de révision des naturalisations 65

Maurice Lagrange, de Vichy à la justice européenne 66

La répression des francs-maçons 67

Chapitre IV

Le serment de fidélité au maréchal Pétain 73

Paul Didier, le refus 75

Un acte de rupture lors d'un cérémonial d'allégeance collective 75

Pourquoi Paul Didier a-t-il refusé de prêter serment ? 79

Un autre magistrat a-t-il refusé de prêter serment ? 83

Chapitre V

Les sections spéciales 85

L'affaire de la section spéciale de la cour d'appel de Paris 85

Joseph Barthélemy, ministre de la Justice 95

Trois magistrats des juridictions d'exception exécutés par la Résistance 98

Chapitre VI

« Juger les responsables de la défaite ». Riom, un procès politique	101
« Le procès le plus important de l'histoire »	101
<i>Les accusés et leurs avocats</i>	102
<i>L'accusation</i>	104
<i>Le maréchal Pétain condamne les accusés avant le procès</i>	105
<i>La tenue d'un procès malgré tout</i>	107
Un procès politique que les magistrats essayent de dépolitiser	109
<i>De quelques principes fondamentaux du droit</i>	110
<i>Un procès manqué qu'il faut arrêter</i>	110
Le chassé-croisé de la présidence de la Cour suprême de justice	114
<i>Une mécanique bien huilée</i>	114

Chapitre VII

Des magistrats au cœur de la collaboration	117
Maurice Gabolde, au service de Laval et Pétain	117
Paul Devise, président du tribunal d'État	119
<i>La condamnation à mort de Marie-Louise Giraud</i>	121
<i>L'affaire des étudiants de Poitiers</i>	121
Les cours martiales, « justice du pire »	122
<i>Jean-Joseph Boiron, le milicien de Darnand</i>	123
<i>Marcel Bernard, le procureur condamné à mort</i>	123

Chapitre VIII

Prudence, formalisme et soumission de la hiérarchie judiciaire	129
Charles Villette et Raoul Cavarroc, chefs de la cour d'appel de Paris	129
Les faits reprochés aux chefs de cour lors de l'Épuration	131
Regard rétrospectif	137

Chapitre IX

Des magistrats résistants peu nombreux	141
Quelques magistrats engagés progressivement dans la résistance active	142
Des magistrats dans les réseaux locaux de résistance	145
René Parodi, « le martyr de la résistance judiciaire »	148
<i>Face à ses bourreaux</i>	149
<i>Un magistrat humaniste engagé</i>	153
<i>Résistant de la première heure</i>	153
Maurice Rolland, Compagnon de la Libération	156
<i>Le magistrat résistant</i>	156
<i>Rejoindre Londres</i>	157
Robert Vassart, « le procureur-maquisard »	158

<i>Robert Vassart, procureur à Troyes, « Vatel » dans la Résistance</i>	160
<i>Le réseau du palais de justice</i>	162
L'entrée dans la clandestinité	163

Chapitre X

L'opportunisme patriotique. Les vichysto-résistants de la justice	169
André Mornet, la justice comme une guerre	169
<i>Punir les traîtres</i>	170
<i>Un parcours républicain</i>	171
<i>Les deux visages d'André Mornet durant l'Occupation</i>	175
<i>La Commission de révision des naturalisations et les « indésirables »</i>	176
<i>L'entrée tardive dans la Résistance</i>	181
Pierre Bouchardon, « le Grand Inquisiteur »	182

Deuxième partie

REFAIRE JUSTICE (1944-1946)

Chapitre XI

La justice se relève	189
La prise de la Chancellerie	189
Le noyau des magistrats résistants aux postes-clefs	191
L'épuration de la Justice	193
<i>Des magistrats condamnés pénalement</i>	194
La justice de l'Épuration	194
Les lois d'amnistie	198
« L'audience est reprise »	200
Robert Vassart, du maquis au parquet de Paris	202
<i>Robert Vassart, procureur de la Seine</i>	204
Paul Didier président de la Cour de justice de la Seine	206
<i>« L'affaire des pigeons » en pleine guerre froide</i>	208

Chapitre XII

Des procès sous tension devant les cours de justice	211
Les magistrats de la section spéciale devant leurs pairs	211
<i>À Paris, la levée du secret du délibéré</i>	211
<i>À Douai, Toulouse et Nîmes, le silence des juges</i>	213
Des juges dans le box des accusés	217
<i>« Il fallait que la justice passe. Elle passa »</i>	217
<i>Au-dessus des instructions du garde des Sceaux, la conscience du magistrat</i>	219
Des collaborateurs impunis	223

<i>L'état de démence du président du tribunal d'État</i>	223
<i>Le commissaire du Gouvernement, réfugié à l'étranger</i>	224
Raymond Lindon, ministère public éclairé	224
<i>Henri Béraud, journaliste antisémite</i>	225
<i>Jean Luchaire, patron de la presse collaborationniste</i>	227
<i>Le procès tardif d'Abel Bonnard devant la Haute Cour de justice</i>	228
Le procès des responsables du Service des sociétés secrètes	230

Chapitre XIII

Comment juger, dès la Libération, l'attitude d'un magistrat sous l'Occupation ?	233
Le rôle de l'Inspection des services judiciaires	233
<i>Une activité considérable</i>	234
<i>Une volonté de rénover la justice</i>	235
Les divergences d'appréciation vis-à-vis des magistrats du procès de Riom	236
<i>Le procureur général Gaston Cassagnau sanctionné</i>	237
<i>L'avocat général André Bruzin réhabilité</i>	238
La complexité des situations locales : la cour d'appel de Grenoble à la Libération	240
<i>La section spéciale la moins répressive de France</i>	240
Un procureur général épuré, puis réintégré	241
<i>Le président de la section spéciale sous Vichy préside la cour martiale à la Libération</i>	242

Chapitre XIV

Pétain devant ses juges	243
« C'est moi que l'histoire jugera »	243
La légitimité contestée des juges	246
<i>Le serment de fidélité prêté à l'accusé en 1941</i>	246
Le procureur général mis en cause pour son rôle durant l'Occupation	248
Les juges du procès Pétain	251
<i>L'énigme Donat-Guigue</i>	253
L'acte d'accusation contre Philippe Pétain	256
Le rôle de Vichy dans la déportation des Juifs, absent des débats	257
Le réquisitoire du procureur général Mornet	261
Un verdict de compromis à l'issue d'un intense délibéré	263

Chapitre XV

Les magistrats français au procès de Nuremberg	269
Robert Falco, le juif exclu, juge des dignitaires nazis	269
<i>Signataire des accords de Londres pour la France</i>	270
<i>Juge à Nuremberg</i>	270

<i>Le magistrat poète et Les fleurs du mal</i>	273
L'équipe française d'accusation	274

Chapitre XVI

Deux femmes résistantes intègrent la magistrature	281
Les femmes accèdent à la magistrature en 1946 grâce aux résistantes parlementaires	281
<i>L'initiative d'un intergroupe parlementaire inédit</i>	282
Madeleine Weiller, veuve Léo Lagrange, « premier magistrat debout »	285
<i>Une femme politique dans la Résistance</i>	285
<i>Femme de conviction et magistrate</i>	288
Aline Chalufour, de Nuremberg à Arras	290
<i>Une « excellente éducation »</i>	290
<i>Une juriste française à Nuremberg</i>	292
<i>Une difficile intégration dans la magistrature</i>	294
<i>Une affectation à contre-emploi</i>	295
<i>Le « prestige du tribunal »</i>	296
<i>Poursuivie disciplinairement devant le Conseil supérieur de la magistrature</i>	297
<i>Le coup de pied de l'âne qui portait des reliques</i>	298

Chapitre XVII

La lente émancipation de la magistrature	301
De la justice dans l'État à la justice dans l'État de droit	301
Des avancées dans la période de l'après-guerre	302
<i>La création du Conseil supérieur de la magistrature</i>	302
<i>Les magistrats résistants pionniers de la justice pénale internationale</i>	304
<i>L'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité</i>	305
<i>Maurice Rolland, autorité juridique et morale</i>	306
<i>Maurice Rolland, fin de partie</i>	308
Léon Lyon-Caen, soldat du droit au service de la paix	309
La modernisation de la justice dans l'État sous la V ^e République	310
<i>Michel Debré conduit une transformation radicale de la Justice</i>	310
<i>Le nouveau Conseil supérieur de la magistrature de la V^e République</i>	311
<i>Les juridictions d'exception au service de l'État menacé</i>	312
Les « Trente glorieuses » de la Justice (1970-2000)	312
<i>L'ouverture de la justice sur la société</i>	313
<i>Les rapports entre justice et politique marqués par les affaires politico-financières et le débat sécuritaire</i>	314
Conclusion. Identité professionnelle de la magistrature et transmission générationnelle ...	317
Sources	321
Repères bibliographiques	323
Index	329